

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures. Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

Nous ne voterons pas et voici ce que nous ferons

Les anarchistes sont contre les lois, toutes les lois, et ne participent à la confection d'aucune d'elles.

Ils sont contre les parlements, tous les parlements, et ne prétendent point leurs épau-les pour y introduire les candidats en ma-d'arrivisme.

Nous serons quand même « candidats »

Nous voulons profiter de la période électorale pour faire notre propagande abstentionniste ; et aux candidats multicolores qui essaieront de piper, par toutes sortes de mensonges, les suffrages des gogos d'électeurs nous opposerons des candidats fictifs afin d'avoir gratuitement droit aux préaux des écoles pour faire nos réunions, aux panneaux pour apposer nos affiches exonerées du timbre si coûteux.

Nous aurons des « candidats » pour la frime, afin d'accomplir beaucoup de beso-gne anarchiste avec le moins de frais pos-sible.

Des décisions

Le Comité d'Initiative de l'Union Anar-chiste, d'accord avec celui de la Fédération Parisienne, a pris, mardi soir — à la dé-mande d'ailleurs de groupes de province — des décisions sérieuses concernant notre campagne antiparlementaire. Par manque de temps il n'a pu les soumettre à la dis-cussion des fédérations, des groupes et des individualités répandus dans tout le pays ; il s'en excuse auprès d'eux et espère que ces décisions recevront l'assentiment de l'unanimité des camarades.

Nos affiches

Le Comité d'Initiative de l'U. A. a décidé d'éditionner, pour alimenter cette agitation antivote, trois grandes affiches (format double-couleur) à raison de cinq mille exemplaires pour chaque catégorie.

Une affiche traitera de l'Amnistie du point de vue libertaire.

Une autre affiche signalera les causes de la Vie Chère et expliquera les remèdes que les anarchistes proposent.

La troisième affiche nous situera devant tous les partis politiques et définira les raisons de notre antiparlementarisme.

Nos tracts

Des tracts seront imprimés qui répètent le texte de nos affiches. Un tirage de trois cent mille est déjà prévu — cent mille pour chacune des trois questions ci-dessus énumérées.

Demandez-en

Ces affiches et ces tracts seront gratuite-ment à votre disposition, amis de Paris, de la banlieue et de la province. Vous n'aurez qu'à nous dire la quantité dont vous avez besoin et nous vous l'expédierons quelques jours avant l'ouverture de la foire électo-rale.

Mais attention

Vous ne pourrez bien faire cette propa-gande-là que dans les départements où vous aurez dressé — conformément à la loi — une liste de candidats.

13^e RÉGION FÉDÉRALE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Les Travailleurs du Bâtiment et des travaux publics feront grève cet après-midi

Pour faire face à l'élévation du coût de la vie, les Syndicats du Bâtiment de la Seine se sont trouvés dans l'obligation de modifier leur cahier de revendications, qui fut envoyé à toutes les Chambres syndicales patronales.

Que réclamons-nous ?

Une augmentation horaire de 1 franc pour toutes catégories, renvendication légi-time, mais le patronat n'a pas daigné répondre.

Si le mépris à l'égard des ouvriers de leurs fortunes est leur arme, l'unité et l'action seront celles des travailleurs pour se faire entendre.

Si les patrons repoussent nos demandes de discussion, nous emploierons les moyens utiles pour l'application de nos revendications.

Nos revendications actuelles sont :

Le respect de la journée de huit heures ;

Salaire horaire de 5 francs pour les compagnons et 4 fr. 75 pour les aides, respect des us et coutumes.

Les moyens ? C'est vous, gars du Bâtiment et des Travaux publics qui les déterminez, aujourd'hui, après avoir déserté, à 14 heures, les ateliers et les chantiers dans tout le département et en venant ensuite, à 15 heures, aux meetings suivants, qui auront lieu :

33, rue Grange-aux-Belles, grande salle de l'Union des Syndicats ; orateurs : Juvel, du S. U. B. ; Rousselot, des Peintres ; Hubert, des Terrassiers ; Le Pen, du S. U. B. ; Jouve, de la Fédération, et Koch, de la 13^e Région ;

Bourse du Travail, salle Ferrier, 3, rue du Château-d'Eau ; orateurs : Pommier, du S. U. B. ; Frago, des Terrassiers ; Blois, des travailleurs de la Pierre ; Epinette, de la Fédération, et Boudoux, de la 13^e Région ;

8, Avenue Mathurin-Moreau (place du Combat) ; orateurs : Coussinet, du S. U. B. ; Legrand, des Terrassiers ; Fougeron, du S. U. B. ; Jouteau, de la Fédération, et J.-B. Vallet, de la 13^e Région.

D'après la connaissance que nous avons des milieux provinciaux, nous sommes déjà sûrs que dans plus de trente-cinq départements les copains sont en mesure de tout bien organiser.

Nous donnons ci-dessous la liste de ces départements avec, en regard de chacun d'eux, le nom des villes où il se trouve des camarades remplis de bonne volonté et d'initiative :

Nord, avec Roubaix, Lille, Maubeuge, Wattrelos, Croix-Wasquehal.

Pas-de-Calais, avec Dunkerque et Calais Somme, avec Amiens.

Oise, avec Beauvais, Méru, Crillon.

Aube, avec Troyes.

Seine-Inférieure, avec Le Havre, Rouen.

Finistère, avec Brest.

Morbihan, avec Lorient.

Ille-et-Vilaine, avec Rennes.

Loire-Inférieure, avec Angers, Trélazé, Nantes.

Indre-et-Loire, avec Tours.

Cher, avec Foëcy, Vierzon, Bourges.

Charente, avec Angoulême.

Gironde, avec Agen.

Haute-Garonne, avec Toulouse.

Aude, avec Narbonne.

Hérault, avec Béziers, Montpellier.

Gard, avec Nîmes.

Bouches-du-Rhône, avec Marseille, La Ciotat.

Var, avec Toulon.

Alpes-Maritimes, avec Nice.

Isère, avec Grenoble, Voiron, Vienne.

Drôme, avec Romans.

Loire, avec Saint-Etienne, Firminy.

Haute-Vienne, avec Limoges.

Allier, avec Montluçon.

Nièvre, avec Nevers.

Rhône, avec Lyon.

Saône-et-Loire avec Chalon-sur-Saône.

Puy-de-Dôme, avec Clermont-Ferrand.

Seine-et-Marne, avec Fontainebleau.

Algérie avec Alger.

Seine-et-Oise.

Seine.

Nous avons certainement oublié de nom-breuses ville et aussi pas mal de départe-ments où vivent des camarades suscepti-bles de prendre en mains l'organisation que comporte dans leur coin la campagne anti-électorale Qu'ils nous écrivent donc.

Souscription Nationale

Mais on n'imprimera pas quinze mille affiches, trois cent mille tracts et on n'ex-pédierra pas le tout à travers le pays sans que ça coûte.

Nous avons fait notre calcul et le projet que nous venons d'indiquer nécessite une assez forte somme ; et comme d'habitude, l'Union Anarchiste n'a pas d'argent en caisse...

Ça ne fait rien, puisque nous avons trouvé auprès de l'imprimeur un premier crédit et que les anarchistes répondront à notre appel en nous envoyant, en quelques jours, les DIX MILLE FRANCS indispen-sables.

Tous à l'œuvre et merci !

L'UNION ANARCHISTE

Première liste

Taupin, 10 fr ; Lentente, 10 ; S. Faure, 10 ; Chauvet, 10 ; Loréal, 10 ; Chazoff, 10 ; Brouthoux, 10 ; Lecoin, 10 ; Colomer, 10 ; Vidal, 10 ; Férandel, 10 ; Jonot, 10 ; Fraysse, 10. — Total : 130 francs.

Envoyez votre souscription à l'Adminis-trateur du Libertaire (chèque postal Len-tente 656-02).

NOTRE CONCOURS-ENQUETE

Les Partis - Les Hommes I. - LES GENS DU ROI

Découvrez-vous, faucons :
Voici les gens du Roi !

Ils se croient l'*Elite* : les uns, parce que leur nom est précédé d'une particule ; les autres, parce que, à défaut de titres de noblesse, ils possèdent des titres de rente ; au moins, parce qu'ils s'enorgueillissent soi-disant d'un attachement de mousqués au rocher monarchique.

A l'écure comme au salon, leur vie se passe à glorifier « le bon vieux temps », à vilipender le présent et à attendre de l'avenir la résurrection du passé.

Ah ! si les « honnêtes gens » rappelaient de l'exil et hissaient sur le trône de ses aieux l'héritier « des quarante Rois qui ont fait la France », comme tout changerait et rebâti bien ! ...

**

Chose singulière : ce pitoyable ramassis de princes et de ducs, de comtes, de marquis et de barons est à ce point dégénéré, ramoll, vide, idiot ou gâteux que, pour faire encore figure d'un Parti, ayant une doctrine et un programme d'action, il est dans l'obligation de recourir à des roturiers : Plateau, Daudet, Pujo, Maurras, Ebelot, Dumas, Delest, Azais, Stagnier et consorts de même que, pour redorer leur blason sans éclat, ces Preux sont dans la nécessité de se mésallier avec des héritières emmilionnées dans les chiffons, la banque, le pétrole, le charbon ou la charcuterie.

**

Les Gens du Roi ont donc la prétention ne faul-il pas qu'ils l'aient ? — de posséder une Doctrine.

En ont-ils une ?

Dépouillée de tous artifices, cette lamentable doctrine n'est qu'une astucieuse rafistolage des principes et des institutions que la Révolution française n'est point encore parvenue à abattre.

Ce rapetasse est, du reste, tellement grossier, que les Gens du Roi, quelle que soit leur impudence — et ils en ont ! — l'exposent aussi rarement que possible. Les vieilles hardes qu'ils tentent vainement de remettre à neuf, ils ne les proposent qu'exceptionnellement et encore ne s'y hasardent-ils que dans la pénombre des réunions privées ou sous la protection des matraques destinées à rendre impossible tout essai de réfutation.

**

Les Gens du Roi trouvent infiniment plus facile et plus avantageux de rompre des lances contre « la Gueuse ». Ils pratiquent excellemment l'art d'enfoncer les portes ouvertes, ce qui incite les nigaudouilles à prétendre que ces Messieurs ont bien raison. Nul ne peut rivaliser avec eux sur le terrain de la plus basse démagogie, ce qui porte les pauvres cervelles à conclure que si cet imbécile de Philippe VII et sa camarilla prenaient le pouvoir, la France deviendrait — plus exactement redeviendrait — le pays de l'Ordre, de la Justice et de la Poule au pot.

Les roubards du monarchisme ont découvert un merveilleux filon et, depuis la guerre, surtout, ils ont réussi à l'exploiter avec une maestria incomparable.

C'est le filon du Nationalisme intégral : « tout ce qui est national est notre », hurlent-ils et ils glapissent : « la Patrie au-dessus de tout ! Nous aimons tant la France, que pour son salut, pour sa gloire et pour sa prospérité, nous sommes prêts à tous les sacrifices ».

Et ! Parbleu ! Ces bougres-là aiment la France, comme le bébé affame aime le sein gonflé de lait de sa nourrice. Pis : ils l'aiment comme une troupe de châcats ou une bande de corbeaux aiment la proie dont ils se repaissent et ils ne toléreront pas que cette proie leur échappe et que d'autres qu'eux-mêmes la dévorent.

On a bien vu comme ils aimaient la France, lorsque, servant dans les armées coalisées contre la France, les Gens du Roi faisaient partie, en 1792, de l'état-major du duc de Brunswick, général prussien ; on l'a bien vu, il y a un peu plus d'un siècle, dans les fourgons de l'étranger ; et on ne manquerait pas de revoir demain ce spectacle édifiant si, la Révolution sociale triomphant en France, les Révolutionnaires avaient repoussé l'agression des Denkine ou des Wrangel d'Angleterre, d'Italie, d'Espagne ou d'Allemagne.

**

Sur le plan économique, le parti royaliste est infidèle au régime capitaliste. Son retour au corporatisme d'autrefois, légèrement amendé et son plan de restauration modernisée des Etats-Généraux n'auraient pour résultat que de camoufler la domination actuelle de la classe parasitaire sur la classe productrice. Les pseudo-réformes sociales que ce parti préconise ne remédieraient à aucun des maux profonds dont souffre le prolétariat ; elles n'atténuerait nullement les monstrueux abus, les vols, les dilapidations.

**

les spéculations qui sont comme la condition même et la conséquence auto-nomique du système capitaliste.

Les travailleurs seraient donc d'inculpables crétins s'ils se laissaient entourer par les asservis fallacieuses et les attitudes hypocrites que prodigue la friponne monarchiste, quand elle se pose en défenseur du pauvre et en protecteur de l'ouvrier.

Les rares cervae averris que compte la tourbe royliste ne se font aucune illu-sion sur le crédit dont jouit auprès des ex-plorés le programme économique des Gens du Roi.

La vérité est que si ces derniers étaient abandonnés à leurs seules forces et si la cause qu'ils mènent contre le régime ré-publicain n'avait pour combattants que les royalistes, le parti des Gens du Roi serait réduit à l'impuissance.

Ce qui fait sa force, — très relative — c'est qu'il constitue la fraction la plus entre-prégnante, la plus audacieuse et la plus agissante de la grande armée réactionnaire, qu'il en est comme la troupe de choc, ayant pour mission d'entrainer, de stimuler tout le reste.

Les Gens du Roi sont étroitement liés aux tartuffes de sacrilège, de caserne et de prétoire. L'Eglise, l'Armée et la Magistrature sont en collusion permanente avec le parti royaliste : hauts magistrats, chefs de l'armée et grands dignitaires de l'église ont presque tous, conservé l'esprit monarchique et tous se rallieraient avec un joyeux empressement à la restauration de la Royauté.

**

CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

Gouvernement de Faussaires

La séance est ouverte à 3 heures par M. François Arago, vice-président. Après avoir adopté, en moins de 10 minutes, 14 projets de lois, l'ordre du jour appelle la suite des interpellations. La parole est donnée à M. Lacotte, sur la « composition du gouvernement et le changement de front de sa politique étrangère ».

M. Lacotte n'a pas placé mis les pieds sur la première marche de la tribune que M. Poincaré se lève et quitte la salle, laissant au banc du gouvernement M. de Selvès. Personne n'ignore en effet que parmi les politiciens, M. Lacotte est le plus véreux, et que même ses collègues de la Chambre, refusent de le soutenir. Le député de l'Aude n'en dit pas moins certaines vérités au président du Conseil et critiquant la composition du gouvernement, il déclare :

— Le changement d'équipe ministérielle est une véritable comédie destinée à dupper le pays et à rouler la Chambre à qui on veut faire croire que c'est toujours le même gouvernement qui est sur ces bancs, alors que les personnes du deuxième acte entrent déjà en scène et ce deuxième acte, ce sera l'évacuation de la Ruhr. Depuis deux ans, par des interventions multiples, je vous ai démontré que cette idée n'est de l'occupation de la Ruhr, les politiciens l'ont transformée en une mystification nationale.

Je regrette de ne pas voir M. le Président du Conseil à sa place ; mais, au fait, je peux l'attendre, et c'est ce que je vais faire. (Interruptions sur divers bancs.)

M le Président. — L'interpellation s'adresse au gouvernement, et celui-ci est représenté.

M. Lacotte. — Mais c'est M. le Ministre des Affaires étrangères que j'interroge. (Interruptions sur divers bancs.) Je regrette, dis-je, que M. Poincaré ne soit pas présent.

Et M. Lacotte commence à se promener de droite à gauche de la tribune, sans prononcer une parole, attendant que le président du Conseil veuille bien occuper le banc du ministère. Cela peut durer longtemps et le président ne sait que faire. Il demande à Lacotte de poursuivre, mais celui-ci refuse, et pendant dix minutes, il persiste dans son attitude. Mais comme l'Poincaré n'apparaît pas, le député de l'Aude cède et termine son discours en disant que Poincaré a dupé la Nation, car il a retiré de la Ruhr la plus grande partie des troupes.

LA POLICE SUR LA SELLETTE

M. Ferdinand Buisson va enfin pouvoir interroger M. Poincaré sur les agissements de la police. Il le fait avec adresse et comme il ne veut pas être suspecté, de vouloir fouiller une affaire judiciaire en cours, il s'attaque au dernier « complot communiste » et aux faux grossiers qui constituaient les pièces de l'accusation. Il rappelle que devant l'évidence, la Haute Cour fut obligée de faire remettre en liberté, les inculpés et il ajoute :

Le 8 mars 1923, Cachin, remis en liberté, sortit ici, et — avec une modération de termes, une mesure et une discréction exemplaires il demanda au gouvernement quelles mesures il prendrait à l'égard des auteurs des faits et des fonctionnaires qui avaient attesté l'autenticité de ces documents.

Le gouvernement obtint le renvoi à la suite, ici commence votre responsabilité, car il est sans exemple qu'un gouvernement, accusé de s'être servi scientifiquement d'une pièce fausse, répond par une demande de renvoi à une question de moralité simple et de pure probité. Vous portez la responsabilité de votre décision. (Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.)

Les jours, les semaines et les mois ont passé, et, à ma connaissance, aucune décision n'a été prise. A ce jour, l'enquête n'est pas close devant le juge d'instruction.

J'ai l'habitude, à la Ligue des Droits de l'Homme, de rechercher le côté moral des choses (Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche) et j'ai voulu savoir si, dans cette affaire, quelqu'un avait manqué à son devoir.

Malgré les interruptions de la droite, le président de la Ligue des Droits de l'Homme continue et c'est avec regret que l'on constate l'effet de ce vieillard de 81 ans qui cherche à faire partager sa sincérité et son émotion à la bande de coquins qui sont dans cette salle.

Le bonhomme du roi croit nécessaire aussi d'intervenir dans la discussion et il discrète un peu plus, si cela est possible, les chefs de la police, avec laquelle il collabore hier encore.

M. Buisson dénonce ensuite la faveur accordée par Poincaré à celui qui a signé le premier faux et il continue :

« Ce premier faux est signé du directeur de la Sûreté générale qui en a garanti l'authenticité. » Ce directeur, M. Durand, a été nommé conseiller d'Etat par vous-même, monsieur le Président du Conseil.

Que répondrons-nous aux communistes qui abusent de toutes ces choses contre nous, contre la République, contre tous les partis républicains ?

Et plein d'illusions, le vieux républicain termine en affirmant ses principes démocratiques et en espérant que la France luttera contre la réaction et pour la Révolution que, selon lui, il ne faut pas confondre avec l'éméutier, mais qui est synonyme de Progrès.

PONCARÉ CONTRE MAGINOT

Mais voilà l'Homme de la Ruhr qui va répondre. Après une discussion comique sur la valeur et l'interprétation du mot « révolution » à laquelle prennent part, Poincaré, Buisson, Compère-Morel et l'éternel Daudier, le président s'essaye à répondre aux critiques formulées contre la formation de son Cabinet.

Il explique qu'il aurait volontiers conservé M. Lasteyrie, mais que celui-ci a catégoriquement refusé, que M. Sarraut est malade, enfin il y a une excuse pour chacun. A son banc Gaston Vidal qui fut lui aussi sacrifié s'agit et Poincaré continue que selon la règle parlementaire il a puisé son nouveau ministère dans la majorité qui s'était déclarée à la suite du vote de méfiance contre le précédent gouvernement. Poincaré cherche visiblement les arguments pour légitimer l'acceptation des portefeuilles par des membres qui avaient hier combattu le gouvernement il y arrive difficilement et provoque, à plusieurs reprises, rires de l'Assemblée.

Mais le tumulte va se déchaîner lorsque Poincaré répondant à M. Ferdinand Buisson, déclare qu'en effet les pièces jointes aux dossiers pour le procès de la Haute-Cour étaient incontestablement des faux.

Maginot, qui de son autorité couvre ses

Le gouvernement au service des patrons stéphanois

Saint-Etienne, 2 avril. — Ce matin ont été arrêtés MM. Lorduron, secrétaire de l'Union du Syndicat Unitaire de la Loire ; Dieu, secrétaire du Syndicat Unitaire des Métaux, et Petrus Faure, secrétaire du Comité de la Grève des Métallurgistes de Saint-Etienne.

Ces arrestations ont causé une vive impression dans les milieux grévistes et un ordre du jour de protestation a été voté au cours d'une réunion à la Bourse du Travail. — (Radio.)

LACHE ET FAUSSAIRE

Mais à l'extrême-gauche, partent les cris de « faussaire ». Maginot se dresse à nouveau et désignant du doigt Berthon, député communiste, lui dit : « Vous êtes l'avocat des Boches. »

Devant ce qu'il considère comme une insulte, Berthon descend les marches de la salle et se dirige vers le ministre de la guerre, il est du reste arrêté par les huissiers et un colloque s'engage entre M. Arago et Berthon.

L'extrême-gauche demande au président de rappeler à l'ordre le ministre de la guerre, mais Arago prétend qu'il n'a pas entendu les paroles de Maginot et Berthon reprend que si le ministre n'est pas un lâche, il répétera ses paroles.

Poincaré est toujours à la tribune, Maginot se tait. Le président se démène pour rétablir l'ordre, mais l'extrême-gauche se refuse avec raison à entendre la suite du discours de Poincaré tant que le règlement n'a pas été appliqué au ministre de la guerre. Au milieu des hurlements et des bruits des pupitres, Arago se décide enfin à suspendre la séance.

ERNEST LAFONT GENSURE

Après trois quarts d'heure de suspension, la séance est reprise et Berthon a le droit d'expliquer qu'ayant été insulté par le ministre de la guerre, il avait le droit d'exiger de M. le président d'appliquer le règlement à un membre du gouvernement.

Il se déclare honoraire de défendre des Allemands comme Clara Zeitkin qui est à l'heure actuelle poursuivie par le gouvernement allemand et il demande à M. Arago de faire respecter les membres de l'Assemblée, quel que soit le siège qu'ils occupent, à droite ou à gauche.

Maginot va-t-il répondre ? Non, Poincaré qui semble étranger à l'incident va en provoquer un autre, en déclarant que c'est une honte de traiter de lâche un homme qui s'est courageusement conduit pendant la guerre.

Poincaré oublie que c'est Maginot qui a commencé à insulter ses collègues et devant l'attitude agressive du président du Conseil, la gauche recommence son obstruction et Ernest Lafont dressé à son banc, interrompt sans arrêt Poincaré qui ne peut continuer son discours.

Après avoir été rappelé à l'ordre par trois fois, la censure lui est appliquée et il a le droit de monter à la tribune pour expliquer son attitude.

Visiblement fatigué, il critique la provocation continue du ministre de la guerre, qui pour des raisons politiques, recherche les incidents et n'hésite jamais à se servir de l'injure à l'égard de ses adversaires.

Il descend de la tribune et l'on vote par débat et assis sur l'application de la censure.

La majorité se prononce pour l'exclusion simple et momentanée du député Lafont. L'on pouvait s'attendre à ce que continuant cette tactique, les élus communistes qui se trouvaient dans la salle, se soigneraient avec Lafont. Ils n'en ont pas eu le courage. Quant aux socialistes, Blum à leur tête, ils étaient visiblement gênés d'être obligés de prendre parti pour les communistes.

L'incident étant clos, Poincaré continua son éternel discours d'occupation de la Ruhr, du paiement des Boches, etc. etc.

La séance fut levée à huit heures du soir et renvoyée à coté après-midi trois heures.

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

Conclusion sanglante

Il devient banal de s'élever contre l'usage abusif que les amis font du revolver pour conclure leurs discussions. Il nous semble que la société qui mit tant et tant de préjugés dans la cervelle des hommes ait une large part de responsabilités dans ces drames nauséabonds.

Voici que nous apprenons qu'un charpentier, Jean Simon, 39 ans, succombé à Saint-Antoine sous les coups de sa maîtresse, Emilia Martin, marchande de vins, 138, avenue Etienne-Marcel, à Montreuil.

Le 28 mars, elle avait proposé à son ami, avec qui elle avait de fréquentes disputes, de le quitter en lui laissant le débit de vins. Simon n'accepta pas l'arrangement.

En terminant, Jean Goldsky indique à M. Lefebvre du Prey que le temps presse, et qu'il y a beaucoup trop longtemps qu'on le tente de vaincre promesses. « On m'a trop trompé », écrit-il, « on m'a trop menti, on a trop renié les engagements les plus solennels. Aussi je tiens à le dire dès aujourd'hui : si la politique, si la prétendue raison d'Etat devaient une fois de plus primer l'équité, je me réfugierai, sans plus attendre, dans la fière protestation qui reste permise à quiconque se veut toujours prêt aux tâches les plus rudes, aux plus austères de vie. »

Emilia Martin a été laissée en liberté provisoire.

Tristes temps que ceux qui nous font assister à de tels actes ! Pauvres mentalités ! qui ne voient pas d'autres conceptions de l'Amour que celle de la propriété intégrale des corps... au plus grand dommage du cœur et de la raison.

Réponse provisoire de l'« Idée Anarchiste »

Je m'étonne du ton tragique de l'appel que vous adressez aux camarades de l'« Idée Anarchiste ».

Pour se désolidariser d'avec quelqu'un, il est indispensable qu'il y ait préalablement solidarité.

Il serait injurieux pour nous que telle chose soit pensée ; au même titre qu'il serait injurieux pour le *Libertaire* que nous nous permettions de le défendre contre les appréciations de la « Jeune République ».

En mon nom personnel, je vous prie d'insérer cette courte note, en attendant que le groupe de l'« Idée Anarchiste », qui se réunit le vendredi seulement, vous envoie la réponse qu'il jugera opportune.

L'administrateur de l'« Idée Anarchiste » : L. HAUSSARD.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Nous n'avons jamais été très copains avec ces messieurs du Sillon, transformés en « jeunes républicains ». Nous avons même, au temps où leur mouvement avait une apparence de vitalité, échangé avec eux pas mal de horions et pris dans les meetings leur sanglier, pardon ! leur Sanglier par la hure. Ils avaient alors consiéde, eux aussi, des jeunes gardes, composées surtout de « gens de maison », qui assuraient l'« ordre » dans leurs réunions, en s'efforçant d'empêcher toute contradiction, bien que leurs affiches lui fassent appeler. Mais, n'est-ce pas, on ne se froisse pas impunément aux jupons des raticheux. Il est naturel que l'on devienne, en cette peur ragotante compagnie, fourbes et hypocrites. Et ces plus bels parmi les faux pacifistes possèdent au plus haut point ces deux qualités. Nous leur avons pourtant joué plus d'un tour, et je ne puis résister à la tentation de vous en raconter un qui avait particulièrement réussi. Il y a de cela une bonne douzaine d'années.

Nous étions, quelques copains de la Jeunesse anarchiste, entrés dans la salle de la Société de Géographie, où Marc donnait une réunion. Nous en étions sortis assez brusquement, et nous résolvions de faire une bonne farce. Au premier café venu, le secrétaire de la J. A. téléphonait au siège du canard silloniste et précisait, avec force tremblements dans la voix, qu'il fallait absolument envoyer du renfort contre les anarchistes qui avaient « chamboulé le meeting et mis à mal un nombre considérable d'assistants ». Quelques instants après, à toute allure, arrivaient nombreux des taxis bondés de toutes sortes de personnes plus ou moins officielles, qui, naturellement, tombaient sur un bœuf. Dissimulés le long du boulevard Saint-Michel, nous nous tenions dans nos cœurs. Vieux souvenir, hein, Chazoff !..

Nous laissions de côté ces ennemis de n'importe quelles persuasions que leur action était à peu près nulle et que leur inconsistante doctrine, si doctrine il y a, n'avait plus aucun crédit auprès des travailleurs. Aussi ont-ils jugé bon de se rappeler à notre souvenir. Ils l'ont fait sans élégance, mais cela n'a aucune importance. Et puis, leurs basses insinuations sont bien pâles à côté des affirmations éclatantes et quotidiennes de leurs purgeurs d'Action Française. Il n'y a pas plus lieu de s'émouvoir de l'imbrûlance des uns, que de la canaille des autres. D'où vient l'argent ? Quelle question stupide, quand on a là tout près, à portée de sa main, la réponse.

L'Action Française vous le dit, ô disciples de Loyola. L'argent ? Mais voyons, tout ces anarchistes dorés qui se pavotent dans les meilleures loges de l'Opéra et des cabarets de nuit, qu'en faites-vous ? Nos caisses débordent des effets de leur générosité. Nos rédacteurs rouent carrosses et mangent aux meilleurs restaurants. Si vous trouvez que l'exagère, venez vous-même constater de visu. Bien que l'on soit des cannibales, on ne vous mangera pas. On ne tient pas d'allers à s'empêtrer.

Et puis, vous savez, ne gaspillez pas ainsi votre encens, gardez-le pour l'autel de la Vierge ou du poudré divin, ça vaudra mieux. Car il pourra vous arriver certaines déconvenues.

Je comprends que vous critiez bravo ! quand vous voyez un camarade proclamer la faille d'une méthode de vie, alors qu'aucun commencement de réalisation n'a pu encore être tenté. Cela rentre dans vos procédés.

Mais, je vous avais, un anarchiste est, ne peut être qu'un révolutionnaire. Et votre encens accompagné de l'encensoir pourrait bien vous être renvoyé sur la tête, au grand dommage de vos pauvres ménages, par ceux-là même qui ne doivent se sentir que très peu flattés de vos complimentations.

Pierre MUALDES.

Il a été perdu.

Entre Paris et Lyon, à la date du 30 mars, un télégramme expédié par le Congrès des Usines de Paris au Congrès des Délégués d'atelier de Lyon.

Le télégramme a-t-il été retenu par le P. C. ?

Une forte récompense — une bonne bouteille de beaujolais, chez Barthélémy — est promise à qui le rapportera.

Cependant, à titre de consolation, il est promis à celui qui en donnera seulement le texte, la collection complète des articles du révérable P. M., reliés en vache... en vache à lait, à Russie naturellement.

OOO

Daudet... conciliateur

Il y a quelques jours, en réunion dite privée, l'impayable Daudet proclamait la beauté de son programme moral, la portée humanitaire de sa belle politique, électorale pour la circonstance.

Selon lui, c'était rendre justice à son collègue Marc Sangnier que de signaler les nombreux points de similitude de leurs deux programmes ; ce qui, disait-il, ne pouvait manquer d'engendrer une communion d'idées digne du plus grand intérêt.

Il y eut quelques rires dans l'auditoire, mais surtout des applaudissements à tout rompre.

Malheureusement, cette diplomatie de Machiavel n'a pas eu l'heure de plaire au vindicatif directeur de la *Jeune République*, et l'on pouvait lire, dans ce canard, quelques lignes de protestations véhémentes. Marc ne voulait pour rien au monde avoir les moindres rapports avec Léon qu'il tient, sans doute, pour excommunié.

Pour nous importe, au fond, la colère du leader de l'A. F. et la colère de vierge offusquée de Sangnier. Notons seulement une fois de plus l'hypocrisie répugnante de ces deux individus. Les royalistes de Daudet, pas plus que les bourgeois cléricaux de Sangnier, n'ont de programme social désiné.

Dans tous les temps ils ont molesté le peuple, les uns au nom du Roi, les autres au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit.

Nous ne serons jamais les dupes de leurs disputes. Souhaitons seulement que leurs

saletés dégoûtent le plus grand nombre possible de ceux qui se pressent dans leurs rangs,

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Le verdict de Munich a soulevé une certaine émotion dans les milieux politiques allemands. La sentence du tribunal semble, en effet, légitimer le coup d'Etat, et les nationalistes en profitent pour affirmer hautement leur désir d'en finir avec la république, et toute la presse de gauche proteste contre le jugement alors que celle de droite s'en réjouit.

A la veille des élections l'événement prend encore une plus grande importance, et les patriotes ne manqueront pas de l'exploiter à leur profit. L'Allemagne se trouve de ce fait divisée en deux camps qui vont se livrer à de véritables batailles sur le terrain électoral. Qui triomphera ? Il est difficile de faire des pronostics, et nous ne pouvons que regretter que l'attitude des gouvernements français et belge favorise l'esprit chauvin qui se manifeste en Allemagne.

La situation politique ayant malheureusement sa répercussion sur la vie économique du pays, le prolétariat souffre de toutes ces discorde entre les hommes d'Etat et les parlementaires qui se disputent le pouvoir. Lui seul fait tous les frais de ces campagnes et il est la première victime de tous ces différends politiques.

Le capital qui ne perd jamais le Nord, profite, lui, des divisions ouvrières pour exploiter au plus près les classes laborieuses, et en se mêlant à la politique de quelle il ne peut rien sortir, le prolétariat abandonne la seule lutte qui pourrait fournir des résultats : la lutte de classe sur le terrain économique.

**

Au Parlement anglais, Mac Donald se maintient tant bien que mal. Le gouvernement travailliste a élaboré un projet de loi qui prévoit que les chômeurs ne seraient pas tenus à payer leur loyer, et cette clause a soulevé une tempête de protestations.

Les conservateurs et les libéraux sont évidemment opposés au vote de cette loi et s'associeront probablement pour combattre le gouvernement sur cette question. D'autre part, la question des dettes françaises revient sur le tapis et les chefs du parti conservateur se proposeraient d'interroger le ministre du Commerce sur ce sujet. D'après le Daily Express, journal conservateur, l'entente entre Poincaré et Mac Donald aurait été plus loin que ne le laissent à penser les communiqués officiels.

En attendant que soit liquidée la question des dettes, le prolétariat anglais poursuit son offensive et nous avons annoncé hier déjà la grève du Bâtiment. Espérons que les ouvriers de la bâtière obtiendront satisfaction, pour donner une force à leurs frères de la mine qui vont entrer dans la bâtière d'ici quelques semaines.

Tous ces conflits entre capitalistes anglais et leurs ouvriers démontrent bien le peu d'action qu'exerce un gouvernement en faveur du prolétariat, et il est probable que les ouvriers britanniques sont placés à présent sur l'espoir qu'ils peuvent avoir en un gouvernement ouvrier.

J. C.

ANGLETERRE

LE VICOMTE GURZON CONDAMNÉ POUR EXCES DE VITESSE

Il en est à sa vingt-deuxième condamnation

Londres, 2 avril. — Le vicomte Gurzon, membre du Parlement, qui a déjà été condamné vingt et une fois pour excès de vitesse, a été condamné aujourd'hui, par le tribunal d'Aston, à 20 livres d'amende pour le même délit.

En outre, le permis de conduire du délinquant lui a été retiré pour une période de six mois.

Certes, nous n'applaudissons jamais aux condamnations, mais s'il en est une qui n'est pas volée, c'est bien celle-ci !

On a assez d'écrasures involontaires, sans qu'on permette aux fous titrés de piloter des autos de course dans les rues.

LA GREVE DES OUVRIERS DES CHANTIERS MARITIMES

A Southampton, des négociations ont eu lieu entre les patrons des chantiers maritimes, les représentants des Unions intéressées et du comité local. Il fut enfin décidé que le comité exécutif de l'Union Nationale

enverrait des représentants vendredi à Southampton afin d'essayer d'amener les membres de l'organisation locale à reprendre le travail. Ceci constitue le dernier effort en vue de prévenir le lock-out général que les patrons des chantiers maritimes menacent de proclamer dans toute la Grande-Bretagne. — (Radio).

VAPEUR EN FEU DANS LA MER ROUGE

Douze cents pèlerins sont à bord Londres, 2 avril. — Un télogramme d'Alexandrie annonce que le vapeur britannique *Frangiston*, qui transporte 1.200 pèlerins se rendant à La Mecque, est en feu dans la mer Rouge. Un vapeur est parti à son secours.

C'est le cas de dire aux pèlerins : « Qu'allait-il faire dans cette galère ? »

ALLEMAGNE

BAGARRES ENTRE NATIONALISTES, POLICIERS, COMMUNISTES

Berlin, 2 avril. — La Ligue Nationale de la Jeunesse, qui célébrait hier à Leipzig la fête de Bismarck, s'est heurtée en plusieurs endroits de la ville à des cortèges communistes. La police a dû intervenir. Il y eut une quinzaine de personnes blessées dont trois furent transportées à l'hôpital.

CANADA

10.000 MINEURS QUITTENT LE TRAVAIL

Dix mille mineurs ont quitté le travail à Alberta. Les hommes demandent un contrat de salaire de trois ans et les patrons désirent faire une réduction des salaires de guerre. Les grévistes sont soutenus par l'Association des mineurs américains.

POLOGNE

GREVE

Berlin, 2 avril. — Suivant une information de Beuthen aux journaux allemands, la grève a éclaté hier matin dans la région industrielle polonaise de Haute-Silésie.

D'après ces mêmes journaux, à Katowice, 70 % des mineurs ont suspendu le travail. Dans d'autres localités la proportion des grévistes serait la suivante : A Myslowitz 93 %, à Rybnik la totalité et à Płosz 30 à 60 %.

A TRAVERS LE PAYS

LES ERASSEURS

Saint-Etienne, 2 avril. — A Nonette, Mme Vve Faye, habitant le hameau de Montfaucon, a été renversée sur la route par une automobile qui a continué sa route et dont le numéro n'a pu être relevé.

Transportée à l'hospice, la pauvre femme est morte après deux heures d'atroces souffrances.

IVROGNES, FAITES ATTENTION !

Saint-Etienne, 2 avril. — En complet était dévêtu Antoine Mollet, 32 ans, manœuvre à Saint-Paul en Cornillon, croit rentrer chez lui ; mais il se trompe de porte et pénètre dans un enclos, tombe dans une clôture et se noie.

Oui, faites attention, les ivrognes. Mieux, ne vous saoulez donc plus ; ainsi vous vous conduirez en hommes — sous ce rapport-là — et vous ne craindrez pas que ce soit accident vous arrive.

Mais une question : avons-nous beaucoup de lecteurs qui aiment à ce point la boisson ?

VIOLENTS ORAGES EN CÔTE-D'OR

Dijon, 2 avril. — De violents orages se succèdent en Côte-d'Or. Une trombe d'eau et de grêlons inonda hier soir, vers treize heures, les champs et prairies vers Montlay-en-Auxois, près Semur. La route départementale fut recouverte de quinze centimètres d'eau, et plusieurs maisons riveraines eurent le rez-de-chaussée inondé. La foudre tomba sur une ligne télégraphique. Les dégâts sont importants.

CONDAMNATION D'UN « CHAUFFARD »

Montpellier, 2 avril. — Le 31 décembre dernier, M. Alfred Salsenac, âgé de 38 ans, boulanger à Assas, renversa avec son auto-

mobile, le cycliste Jacques Mouraille, 29 ans, plâtrier, qui dut être trépané.

Poursuivi pour blessures par imprudence et délit de fuite, devant le tribunal correctionnel, M. Salsenac a été condamné à quinze jours de prison, cent francs d'amende et 30.000 francs de dommages-intérêts.

Pourquoi aller si vite ? Et pourquoi fuir après l'accident au lieu de porter secours au malheureux que l'on vient de renverser ?

IL NEIGE SUR LES ARBRES EN FLEURS

Aurillac, 2 avril. — La neige tombe abondamment sur tout le département ; après une longue période de temps doux, les arbres fruitiers sont en fleurs.

La séquestration existe toujours en Espagne

Dans la *France Libre*, Ch. Malato nous met au courant de faits qui paraîtraient presque invraisemblables s'ils n'étaient certains.

Le *Héraldo* de Madrid, porte l'affaire devant l'opinion publique.

Voilà l'histoire :

« En l'absence de la mère, partie pour l'Amérique, l'aïeule avait chargé de Carmenita et de sa sœur cadette, Magdalena. Mais un jour vint où l'absente ne put envoyer la modeste pension qu'elle avait jusqu'alors servie pour l'entretien de ses deux enfants, orphelins de père.

« La vieille grand-mère, jadis établie chapeaudière et très estimée de sa clientèle, mais que la maladie avait maintenant rendue incapable au travail, se trouva dans l'impossibilité de subsister avec ses deux petites filles.

« Carmenita était d'une beauté extraordinaire, et sa mère suppliait que, quelles que fussent les difficultés budgétaires, on ne la mit pas en service, mais que son aïeule la gardât auprès d'elle en lui apprenant un métier.

« « Hélas ! Après avoir vendu le peu qu'elle possédait, meubles et vêtements, pour faire face à la situation, Leonor Santamaría ne vit d'autre issue que de confier l'aïeule de ses petites-filles au Collège des Adoratrices — provisoirement, pensait-elle.

« Ce provisoire dure toujours.

« La mère ayant enfin pu, d'Amérique, envoyer la pension si désespérément attendue, l'aïeule, folle de joie, courut à la maison des religieuses pour reprendre la jeune Carmenita. A sa stupéfaction indigne, les saintes femmes refusèrent de la lui rendre.

« Et depuis, toutes les démarches de la vicile, grand-mère ont été vaines, même lorsqu'elle s'est présentée pour la dixième fois au couvent-prison — cette fois accompagnée de voisins, émus par sa douleur.

« — Quoi que vous fassiez, vous ne l'emmenez pas d'ici, lui ont déclaré les religieuses.

« Elles liennent leur poie et, sous prétexte de la soustraire aux embûches du monde profane, ne veulent pas la lâcher.

« Les misérables sont fortés, sûres de l'impunité. Se faisant par leur passivité complices de ce rapt odieux, commissaires et magistrats opposent le mauvais volonté et la force d'inertie aux supplices des épées de la pauvre vieille. Le juge d'instruction Antoni Tafon a refusé d'accueillir la plainte, en due forme déposée par Leonor.

« Et celle-ci, triste, a dû s'aliéter, pressé que mourante.

« La chose se passe en Espagne ! »

Voici où en sont les hommes au XX^e siècle !

Et M. Ch. Malato signale un autre cas, un cas de rapt, en France cette fois, non moins émouvant, non moins triste.

Il est certaines castes qui jouissent de toutes les impunités !

Mais cela durera-t-il toujours ?

Vous y serez tous

SAMEDI 5 AVRIL, à 20 h. 30

Salle de l'*Egalité* rue Samble-et-Meuse (Métro Combat)

Fête de clôture avec Bal de Nuit au profit du « Libertaire »

avec le concours du ténor DISSARD, du Théâtre National de l'Opéra ; CHARLES D'AVRAY, du Grenier de Gringoire et des Chansonniers des Cabarets et Concerts parisiens.

tions, destinées à la Faculté des Sciences ; je n'en ai pas encore fait connaître. L'étonnement du député redoublait :

— Tu as trouvé tant de choses ?

— Oui, souhait le savant, quelques secrets de la nature se sont laissés pénétrer par mon humble entendement.

— Alors... mais...

Le chimiste l'interrupt : — Mais je me rends compte que mon savoir est infinitésimal en face de la quantité de choses qui restent à connaître.

— Ce qui reste n'importe pas. Ce qui est découvert doit uniquement l'occuper.

— Tu parles en bon politicien que tu es — oh ! ce n'est pas un compliment ! Toute personne incapable de recherche me ferait les mêmes objections. Mais seul ce qui est incompris tente l'homme et vaut qu'il vive.

— Ce qui reste, seul, importe !

— Oui, en effet, avouait le député, un peu piqué par la réplique. Nous autres législateurs, avons une manière de voir particulière : seul ce qui est consacré nous accapare, toute politique est obligatoirement conservatrice, nous sommes d'instinct réticents à toute idée d'évolution.

Marlène écoutait en souriant.

Le député poursuivait et, maintenant, prenait à partie son interlocuteur :

— Revenons à toi... N'es-tu pas en contradiction avec moi-même, en gardant pour toi ce qui pourrait servir cette évolution dont tu es un pionnier ?

— Des mots, des mots... Evolution... Pionnier...!

— Je suis d'avis qu'il faut faire lire tout cela...

— Je n'y vois aucun intérêt, du moins, veux-je dire — sans nier qu'il y ait quelque intérêt, — je ne crois pas qu'il y ait urgence.

— En effet, dix ans de patientes recherches représentent quelque chose. Cela est

En lisant les autres...

L'Armée rouge

Dans l'*Egalité*, Gaudeaux publie une page de son volume : *Six mois en Russie bolchevique*. Il donne son opinion sur l'armée rouge. Et, au moment où les moscovites font des apoligies enflammées du « soldat rouge », il n'est pas inutile de reproduire ces lignes d'un homme qui a visité la Russie soviétique. Il écrit :

N'étant pas un partisan du militarisme, je n'enrage pas, dans ce chapitre, dans l'éloge de l'œuvre de Trotsky, œuvre dans laquelle il fut aidé, du reste, par des spécialistes qui avaient déjà loué leurs services à l'ennemi. Mais, hélas ! ces héros obscurs, ces inconscients, ceux qui ont euillli les latrines dont on couvre aujourd'hui l'Armée rouge et son état-major, sont toujours loquaces, et tout à l'heure, ils iront faire queue pour recevoir une ration de pain noir et un demi-hareng.

Voilà un jugement que ne reproduira pas l'*Humanité*.

L'*Egalité* fait savoir qu'elle deviendra quotidienne à partir du 17 avril.

Ah ! ces élections !

La Blouse et le Paletot

Dans l'*Ere nouvelle*, M. Albert Dauzat essaie de réconciler la blouse et le paletot

Il est perfide d'opposer le paysan à l'ouvrier : il est criminel, il est absurde de vouloir dresser les prolétaires contre les classes moyennes, ou, comme on disait jadis, la blouse contre le paletot.

Little des classes ? Soit, à condition qu'on n'entre pas au combat de tous les opprimés contre les oppresseurs... Et ce n'est pas dans cette dernière catégorie qu'entrent, surtout depuis la guerre, la petite bourgeoisie et les ouvriers de la pensée. Ont-ils même gardé plus d'influence sociale que les travailleurs manuels ? C'est fort douteux. En tout cas, ils ont ressenti plus durement les contre-coups du cataclysme.

Il y a certainement quelque chose de vrai dans ce raisonnement. Il ne faut pas que les ouvriers et les paysans se dressent les uns contre les autres, pas plus qu'il ne faut que les classes moyennes se laissent aller à une incompréhension néfaste de la conception des luttes de classes.

Mais on devine — sans difficulté — la pensée de M. Albert Dauzat. S'il demande l'unification des classes ouvrières et des classes moyennes, c'est simplement parce que cette unité renforcerait singulièrement les destinées du Bloc des Gauches.

Décidément, on ne peut lire une ligne, dans un journal, sans se heurter à la vision des élections prochaines.

Is ne rêvent plus que de ça.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Le Congrès d'Usines et le mouvement métallurgiste

La journée du 30 mars a été marquée tout particulièrement par les métallurgistes, puisque simultanément se sont tenus trois congrès régionaux d'usines et le Comité national des Métaux confédérés. Il est donc nécessaire d'examiner attentivement le caractère de chacune de ces manifestations, pour se faire une idée exacte de la position qu'occupent les métallurgistes dans la lutte qui vient contre le Comité des Forges. Bornons-nous ici à constater que seul le Congrès des Usines de Lyon a su maintenir fermé le prestige du syndicalisme et que la résolution adoptée par lui, implante, par son application, le syndicat dans l'usine. Voilà un état d'esprit qui réconforte, après toutes les attaques tendant à démontrer l'impuissance du syndicalisme, et cet état d'esprit doit redonner confiance à tous ceux qui désespèrent et abandonnent la lutte.

Par contre, le Congrès des Usines de Vaucouleurs — et c'est normal en cette région bolchevise — est tout acquis aux mots d'ordre de la C. G. T. U. et à la dictature de la Fédération Unitaire des Métaux.

Nous reviendrons sur ce point.

La deuxième session du Congrès de Paris nous a donné, dès le premier contact, l'impression qu'un sourd travail avait été accompli et que, par un tri judicieux des délégués, on était parvenu à « concentrer » davantage la représentation des usines. Là encore, la cellule communiste a travaillé, ce qui, d'ailleurs, est plus facile et moins dangereux que d'ouvrir dans le sens de l'action au sein de l'usine.

L'Humanité du 31 mars nous a dotés d'un compte rendu sur lequel il y a beaucoup à dire et surtout beaucoup à ajouter. La photographie d'un artiste n'a jamais donné plus de valeur à une mauvaise pièce, ni les décors du relief au dialogue. La vérité qui se dégage du Congrès, c'est que nos révolutionnaires à tous poils (et sans poils) sont un peu embarrassés de l'agitation qu'ils ont créée et qui se manifeste un peu trop.

Lors de la première session du Congrès, le 9 mars, on fit mousser quelque peu la province, qui — disait-on — était anxieusement attentive aux décisions de la métallurgie parisienne et impatiente de se dresser face au patronat métallurgiste. Pour impressionner favorablement le Congrès, on fit un Comité national fédéral qui assista aux travaux, et qui même, par la personne de Quinny, présida les deux séances de ces assises ouvrières.

Or, ce même Comité national, dans ses travaux du lendemain 10 mars après une longue discussion, adopta deux résolutions : une pour la galerie, l'autre confidentielle pour les délégués de groupes. C'est la seconde qui, sans contredit, est la plus importante, et nos camarades des usines pourront se rendre compte de la désinvolture avec laquelle on remise leur liberté de se déterminer à l'action derrière le mot d'ordre des chefs et l'autorité absolue de la Fédération Unitaire des Métaux. Cette circonference, tout d'abord, dément l'optimisme affecté au Congrès en ce qui touche au désir d'action de la province et constate un manque de préparation des masses. Enfin, la lecture de ce document montrera qu'on ne désire qu'une chose de la masse : l'obéissance passive.

Voici la circulaire :

Le Comité national, après avoir pris connaissance de la situation générale par l'exposé de tous les délégués de groupes, constate que la situation présente dans la métallurgie ne permet pas d'envisager un mouvement de grève immédiat.

Considère que la bataille des salaires ne peut être étudiée et fait sienne la plateforme de propagande de la C. G. T. U. ;

Considère qu'une action des métallurgistes doit être envisagée dans le plus bref délai et qu'en conséquence, il est de son devoir de pousser à fond la propagande pour coordonner et galvaniser les forces ouvrières et remédier ainsi au manque de préparation constaté par divers délégués ;

Constate que les conditions influant sur l'heure et la forme de l'action engagée sont mouvantes et nécessitent une rapidité dans les décisions d'action, décide de donner plein pouvoir au Bureau fédéral et à la C. E. pour engager l'action à l'heure et selon les formes les plus propices à la réussite de cette action et d'accord avec la C. G. T. U.

La Commission d'organisation du Congrès, du moins sa majorité et son bureau, avait connaissance de cette décision et c'est en connaissance de cause qu'elle proposa la représentation de la Fédération Unitaire dans son sein, abandonnant ainsi tout pouvoir aux mains de quelques personnalités. Le C. N. C. Unitaire a décidé, lui, que la Métallurgie devait entrer seule dans la lutte, et la première.

Ainsi, voilà les directives précises qu'entendent donner la Fédération et la C.G.T.U. au mouvement des Usines de la Métallurgie. Aussi lorsqu'en écrit dans la résolution adoptée sur les Conseils d'usines que « les organisations centrales conviennent d'accord avec les Conseils d'usines et les décisions prises dans leur congrès », on trompe les camarades de bonne foi et la résolution confidentielle de la Fédération le prouve surabondamment.

Mais l'action qu'on envisage est-elle bien entreprise pour servir spécifiquement les intérêts de la classe ouvrière ou plutôt ceux d'un parti politique ? J'ai démontré à la tribune du Congrès quels intérêts étaient en jeu et les cris qui se sont élevés ont prouvé que j'avais mis le doigt sur la plaie. Et c'est surtout — ce dont l'Humanité ne parle pas — quand j'ai proposé au Congrès de renvoyer toute action de grève après les élections, que les masques sont tombés. Les délégués auront pu se rendre compte que ce qu'on cherche par-dessus tout, c'est de s'assurer de bonnes élections.

Aussi, plus que jamais, c'est à l'action sur le terrain même du travail, à pied d'œuvre, qu'il appartient aux travailleurs de lutter. L'action directe ne peut guère, dans l'état actuel des choses, s'appliquer ailleurs.

J'ai déclaré, contrairement à ce qu'aff-

firma l'Humanité (toujours elle), que nous n'avions pas l'intention, ni la prétention de réaliser la prise des usines définitive, ce qui s'appellerait en bon français faire la révolution, alors que nous jugions que la grève générale corporative ne trouverait pas une classe ouvrière prête à agir, mais que les conséquences d'une action à l'intérieur de l'usine, devrait-elle ne durer que vingt-quatre heures, aurait plus de valeur et plus de résultat pour le proche avenir que quinze jours de lutte extérieure après laquelle nous rentrions dans les usines sans avoir aucune satisfaction.

Le rédacteur de la feuille orthodoxe n'a pas fait de la tribune qu'il n'en ait entendu mes déclarations. Pourquoi dit-il juste le contraire ?

En fin de Congrès nous avons pu marquer une reculade caractéristique des organisateurs du Congrès (les animateurs, qu'ils disent), d'abord sur un point assez grave, puisqu'il place le Congrès dans une situation ridicule. En effet, une lettre fut envoyée à M. Richemond, président de la Chambre syndicale patronale, lui demandant une entrevue et à cette lettre il n'y eut pas de réponse et même le rapporteur émit l'idée qu'il n'y aurait pas de réponse.

Cependant il ne fut plus question de cette lettre, pas plus que si elle n'avait pas été envoyée et aucune décision ne fut prise, ni préconisée par ses auteurs.

Ensuite, lorsque nous demandâmes que les délégués prennent la responsabilité de leur voie devant leur maison respective et devant le Congrès, on refuse de souscrire à cette honnête proposition. Peut-être a-t-on craint de montrer notre faiblesse, mais dans ce cas pourquoi faire tant de bruit ?

La classe ouvrière doit se méfier des bateliers, ce n'est pas la parade qui prouve la beauté du spectacle à l'intérieur, et la déception pourrait être fort grande et fort dangereuse au moment où se déciderait l'action.

Nous ne sommes pas près pour un mouvement de masse. Préparons-nous, certes, mais en dehors de toute préoccupation de parti et réalisons avant tout l'unité syndicale qui seule permettra d'engager une action avec chance de succès et seulement profitable à la masse des travailleurs.

L. CHEVALIER.

Le 1^{er} Congrès des fabriques de l'Ameublement parisien

Réunions de ce soir jeudi :

— Maison Fabius, rue Villot, à la Courneuve, pour tout le personnel, à 18 h. 15, salle Coëtard, 20 rue Jules Ferry, à la Courneuve. Orateur : Rossignol.

— Maison Gouverneur, 68, rue Saint-Sabin, à 18 heures, salle Ouvry, 56, rue Amelot. Orateur : Favre.

— Maisons Kosme, Voisin, Azembaule, rue Lesseps, à 18 heures, salle Picot, 60, rue de Bagnolet. Orateur : Noin.

— Maisons Magnani et Ferrari, 34, rue de Reuilly, à 19 heures, salle du café, 79, boulevard Diderot. Orateur : Ferron.

— Marson Fournier, 21, faubourg Saint-Antoine, à 18 heures, salle Dupont, 21 faubourg Saint-Antoine. Orateur : Cloarec.

— Maison Siegel, 13, rue de la Chine, à 18 h. 30, salle Montagne, 95, avenue Gambetta. Orateur : Demoulliez.

— Maison Speich, 222, faubourg Saint-Antoine, à 18 h. 15, salle Bonnot, 287, faubourg Saint-Antoine. Orateur : De Groot.

Le Congrès est fixé à dimanche 6 avril, à 9 heures, salle de la Bellevilloise, 23, rue Boyer. Prière aux délégués de remplir leurs mandats et de venir les échanger, 2, rue Saint-Bernard contre leur carte de délégué, de 5 à 8 heures du soir et au plus tard, dimanche, à l'entrée de la salle.

Dans les Coopératives du Bâtiment

Les revendications de la 13^e région fédérale font peur aux patrons même quand ces patrons travaillent pour des organisations ouvrières ou qui se qualifient telles. C'est ainsi que des camarades balladeurs du Syndicat unique du bâtiment ont été distribués des tracts en vue du meeting de cet après-midi sur les chantiers du Magasin de Gros, boulevard Richard, Wallace et de la Revendication, rue Mars et Roly, les deux à Puteaux. A l'appel d'un chef de chantier, ancien syndiqué, les fils ont appréhendé nos camarades avec l'aide d'un escouade de gendarmes en faux-cul.

Les compagnons sur ces chantiers sont payés 3 fr. 75, quand partout, ils ont au moins 4 francs et les aides de 2 à 2 fr. 75.

Les cooptateurs savent-ils de quelle façon on exploite avec leurs sous des ouvriers et on paye des auxiliaires à la police ?

Les copains furent relâchés après un peu de poste de police et n'en continuèrent que mieux leur distribution, la parole est aux coopératives sus-indiquées pour savoir si elles laisseront continuer l'affaire.

Le Bureau du S.U.B.

Alerte à Asnières !

Un ouvrier, père de trois enfants, fut condamné au gaz de Paris par un nommé Gérand il y a deux mois, parce qu'il lisait un journal révolutionnaire.

Le chômage est dur pour lui, et il perd ensuite la mère de sa femme.

Après avoir erré pendant de longues semaines de porte en porte d'usine, il trouve du travail à 2 francs de l'heure. Comme il ne fait que 8 heures et qu'il ne paie pas à boire aux contremaîtres, il a le plus mauvais travail et le moins payé.

C'est le moment choisi par l'huissier pour venir réclamer au pauvre logis le paiement des contributions. L'homme de loi en voulait la moitié pour le 1^{er} avril et le reste dans le mois en cours.

Et voilà le terme qui approche ?

Les camarades d'Asnières et des environs se doivent de faire le nécessaire pour défendre cette famille victime de la société contre les vauteurs qui rôdent autour d'elle.

J'ai déclaré, contrairement à ce qu'aff-

A tantôt, les gars !

La misère continue. La garce de misère ! elle s'amplifie, elle s'étend comme une vaine bête repue, prête à claquer, ou plutôt à nous étouffer : vilaine bête qui a été fécondée par le fumier puant d'un régime aussi sale qu'elle-même.

Elle se manifeste sous les formes du tâcheronnat, des longues journées, des bas salaires, etc., et s'introduit dans nos foyers.

Nous ne sommes pas des guerriers, mais tout de même, notre devoir est de fourbir nos armes, ou plutôt notre arme (le syndicat). Défassons-nous de la rouille qui nous ronge : la politique, voir S. F. I. C., alias C. G. T. U.

En masse, ou mieux en totalité, prenons nos dispositions d'offensive, en assistant aux grands meetings de ce jour, organisés par les grands syndicats.

A la répugnante misère systématiquement organisée par un patronat aussi dégoutant, répondons par le bloc sain et conscient des révoltés.

Camarades, le vide dans les chantiers, par tous les moyens, pour répondre tous présents cet après-midi.

COURTOIS.

du Chauffage autonome.

Un numero unico di primo maggio

I compagni italiani, i gruppi sono avvisati che per il primo maggio prossimo l'Unione Sindacale Italiana pubblicherà un interessante numero unico straordinario sugli avvenimenti d'Italia.

Indirizzate richieste subito a Milano, via Achille Mauri, 8 (Italia).

L. CHAPELAIN.

Les brutalités policières contre les Terrassiers

Nos camarades délégués, Massin et Nédec, ayant été demandés par les ouvriers du chantier Briard, au champ de course de Vincennes, pour une réclamation, se sont rendus sur les lieux.

A peine arrivés sur le chantier, ils ont été reçus par une nuée de flâneurs, avec le commissaire de police à tête.

Nos camarades ont été frappés par ces brutes, puis amenés au commissariat.

Pour le moment, nous ne savons pas encore ce qu'ils sont devenus. En tout cas, malgré les brutalités de la police, de complicité avec le patronat, nous sommes décidés au syndicat des terrassiers, à continuer notre action.

Malgré les violences policières, rien ne nous arrêtera pour faire respecter le droit syndical et la liberté de propagande qui, pour nous, n'est pas un vain mot.

Le Syndicat des Terrassiers.

LES HORLOGES UNITAIRES font des mouvements sporadiques

Avec le changement d'heure, une véritable perturbation s'est produite dans les ateliers de la Grange-aux-Belles.

L'heure devait s'appliquer le dimanche 30 mars, mais comme c'était repos hebdomadaire, aucun permanent ne se présente. Les multiples horloges des différents ateliers confédéraux continueront à marquer le temps d'une façon synchrone, comme une paisible tribu de Beni-Oui-Oui.

Main le lundi, changement de l'heure. Le citoyen Berrard-Barrès, qui est l'exécuteur, même, se présente à 9 heures justes.ancienne heure, ce qui faisait une heure de retard avec la nouvelle mode.

A la Fédération du bâtiment, fédération d'avant-garde et toujours en avance, deux secrétaires, sans se consulter, avaient avancé la pendule chacun d'une heure, ce qui faisait deux heures d'avance sur la C.G.T.U.

La Fédération postale, qui procède toujours avec prudence et par paliers, marquait 10 h. 30, soit une demi-heure de moins que le bâtiment et une heure et demie de plus que la C.G.T.U.

La Fédération des cheminots, par une erreur d'aiguillage imputable à la déformation professionnelle, avait tourné les aiguilles de 15 heures, Bourse du Travail, rue de l'Arc de Triomphe, 10, à 17 h. 30, salle des Commissions, 4^e étage, Bourse du Travail.

Syndicat des Machinistes et Accessoires de Paris. — Comité syndical, ce soir, à 18 heures, bureau 20, 3^e étage, Bourse du Travail.

Présence indispensable.

Fumistes en bâtiment. — Les camarades adhérents aux syndicats faisant partie du Comité régional sont invités à se rendre aux meetings d'aujourd'hui, à 15 heures, 33, rue de la Grange-aux-Belles et salle Ferrer, Bourse du Travail.

Bâtiment confédéré. — Tous les camarades adhérents aux syndicats faisant partie du Comité régional sont invités à se rendre aux meetings d'aujourd'hui, à 15 heures, 33, rue de la Grange-aux-Belles.

Scieurs de Pierre tendre. — Tous les corporants se doivent d'assister aux meetings organisés par note 13^e Région, cet après-midi, à 15 heures, Bourse du Travail, rue de l'Arc de Triomphe, 10.

Carriers à grès. — Les camarades de la Section de Paris (piqueurs de grès) sont priés d'assister au meeting de la 13^e Région du Bâtiment, 222, boulevard Diderot, 10, à 17 h. 30.

Présence indispensable de tous les membres.

Les employés et pensionnaires ne savent plus à quel cadre se fier. La Commission syndicale centrale du P. C. a été avisée, et les « cellules d'usine » vont être immédiatement mobilisées pour envisager la création d'horloges rouges qui seront directement animées par Moscou et qui marcheront au pas cadencé, comme l'armée rouge, sous l'œil sévère du Premier « Red » de France.

Ce leur apprendra, aux pendules, de vouloir faire des gestes d'autonomie !

Jean BREGOTIN.

La répression à Albi

Les pourvoyeurs de prison ne se font pas d'insulter leurs victimes. Souvent, malgré les grossièretés d'un procureur, on peut se demander de quel côté se trouvent les lâches,

A la séance du tribunal correctionnel du 29 mars où comparurent nos camarades Astruc et Rivière, sous l'accusation de l'envasement à la liberté du travail, le procureur Pujo, dans son réquisitoire contre Pivière, parla de lâcheté et de la peur des responsables de ce militant devant le tribunal.

Les députés, ouverts à la répression, ont été démasqués tous les ennemis des travailleurs. Ils organisent pour cela une grande campagne antiparlementaire.

Soir, 28, boulevard de Belleville, causerie entre copains sur la campagne à mener ; mise au point de la conférence.